

PAGES DE GAUCHE

NUMÉRO 13, JUIN 2003

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES

Agent provocateur

Notre ministre de l'Intérieur est un expert en matière de casse. Contrairement à d'autres, il avance à visage découvert. Tel un Roi-philosophe, il invite les médias à suivre ses pas et ses idées lors de son pèlerinage sur l'île de Saint-Pierre. Peu importent les critiques acides de la presse face à la monopolisation du débat politique provoqué par ses positions. «Les esprits sont amnésiques et mes sujets dociles», a l'air de penser celui que d'aucuns appellent désormais Couchepin I^{er}.

Or, le Roi n'en est pas un puis que les radicaux suisse-alsaciens ne laisseront jamais un ancien seigneur valaisan assumer une telle fonction. Son rôle est bien plus celui d'un agent provocateur qui ouvre des brèches à la politique de son parti dont l'objectif apparaît double. Premièrement: semer la panique pour ensuite proposer des remèdes à une maladie imaginaire. En effet, les expertises indépendantes le démontrent: les perspectives financières de l'AVS sont réjouissantes alors que la hausse de l'âge de la retraite ne fera qu'augmenter le chômage.

Deuxième objectif: reconquérir l'hégémonie à droite. Face aux annonces de Couchepin, l'UDC paraît bien pâle car elle n'ose pas s'en prendre aux retraités dont les voix pèsent lourdement dans les calculs électoraux. Ainsi, le Parti-Etat en perte de vitesse espère redevenir à nouveau le fer de lance du libéralisme économique en Suisse.

Des visées qui remettent en cause la position de celles et ceux qui se font les chantres de la «coalition de la raison» regroupant radicaux et socialistes. Les fronts sociaux et politiques se durcissent en Suisse et seule une gauche s'engageant résolument en faveur de la démocratie économique et sociale sera capable de transformer définitivement «Sa Majesté» en pantin.

Réd.

Pouvoirs de gauche?

Dossier pp. 5-11



Faire le point

Après une année de parution, PAGES DE GAUCHE fait le point sur sa situation financière, explique ses perspectives d'avenir et remercie chaleureusement ses lectrices et ses lecteurs pour leur soutien.

Dans ces colonnes, il a souvent été question de transparence et PAGES DE GAUCHE n'entend pas se soustraire à cet exercice. Mi-avril a eu lieu l'Assemblée générale de l'Association qui soutient ce journal. Le bilan tiré après une année d'activité a globalement été jugé très positif. Grâce à votre soutien, nous comptons aujourd'hui plus de 1000 abonné-e-s !

Au niveau financier, la situation est la suivante: l'année 2002 clôt avec des dépenses totales de 50'000 francs dont 37'000 pour les frais d'impression et l'envoi du journal ainsi que 9600 francs pour des salaires. En effet, afin de faire connaître PAGES DE GAUCHE, nous avons fait plusieurs actions de promotion à grande échelle. Une opération coûteuse mais néanmoins très efficace. En ce qui concerne les salaires, PAGES DE GAUCHE compte un 10% pour la mise en page et un autre 10% pour la gestion de la rédaction.

Quant aux recettes, elles s'élèvent à 42'000 francs. Un montant qui s'explique notamment par le nombre élevé d'abonnements de soutien et de dons ainsi que d'abonnements de lancement pour lesquels nous tenons à vous remercier toutes et tous très chaleureusement. Le déficit de 8000 francs a pu être épongé grâce aux souscriptions de départ effectuées par une série de personnes proches de PAGES DE GAUCHE d'un montant total de 24'500 francs. Actuellement, après cinq numéros parus en 2003, nos liquidités suffisent à assurer la production des prochaines éditions.

Pour la deuxième année de parution, nous nous sommes fixé-e-s pour objectif d'améliorer d'une part la forme et le contenu de notre journal ainsi que d'actualiser notre site Internet. Ainsi, en septembre sera lancée la nouvelle formule améliorée. D'autre part, pour mieux vous informer et pour élargir l'espace consacré au débat, nous avons décidé de passer systématiquement à 16 pages par numéro. A cette fin, nous introduirons par exemple une rubrique destinée aux réactions qui nous parviennent suite à un article paru dans nos colonnes.

Cela coûte et comme nous dépendons entièrement de vos abonnements, nous avons dû nous résoudre à augmenter le prix de l'abonnement courant à 39 francs tout en espérant pouvoir compter sur votre compréhension. Pour les personnes au chômage, les étudiant-e-s, les personnes bénéficiant de l'AVS ou de l'AI, le prix restera à 29 francs et nous vous prions de bien vouloir l'indiquer sur le bulletin de versement qui sera joint à la lettre que vous recevrez ces prochains mois vous invitant de renouveler votre abonnement à PAGES DE GAUCHE.

Chères lectrices, chers lecteurs, nous nous réjouissons d'ores et déjà de cette deuxième année de parution et nous sommes heureux de pouvoir faire vivre grâce à vous un journal d'opinions socialistes ouvert et démocratique dont l'objectif est aussi simple qu'ambitieux: discuter et construire un autre monde possible.

La rédaction

Les photos du numéro



Photographies de Ellen Savory.

Ellen Savory a 27 ans et vit en Angleterre, près de Londres. Elle commente son travail pour ce numéro:

«La plupart des photos ont été prises à Londres et dans les environs, avec quelques-unes sur l'île de Wight, au sud de l'Angleterre. J'ai pris certaines photos parce qu'elles illustrent bien les différents types de logements de la Grande-Bretagne, et d'autres simplement parce que j'aimais les formes géométriques qu'elles présentaient.»

Rédaction et secrétariat:

Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Cesla Amarelle, Carole-Anne Kast, Oran McKenzie, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Florian Ruf, Séverine Tys, Christian Vullioud.

Comité:

Arnaud Bouverat, Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Dan Gallin, Valérie Garbani, Lyonel Kaufmann, Stéphanie Lammar, Kevin Luximon, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montangero, Eric Peytremann, Stéphane Rossini, Gianni Schneider, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary.

Imprimeur:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

Sommaire

Agent provocateur	p. 1
Faire le point	p. 2
L'impératif du socialisme démocratique	p. 3
Norvège: un mouvement populaire pour l'Etat social	p. 4
Dossier: Gestion municipale de gauche	pp. 5-11
«Qui veut gaspiller des milliards ?» Le grand jeu du lobby routier	p. 12
Migrations et socialisme	p. 13
AGCS et éducation: enclencher le machine infernale	p. 14
Humeur, Ils l'ont dit	p. 15
La dernière, agenda	p. 16

Pages de gauche Mensuel d'opinions socialistes.

Case postale 3567, 1002 Lausanne.

Abonnement annuel: 39 francs - Abonnement de soutien: 100 francs.

Contact par courrier ou à info@pagesdegauche.ch - www.pagesdegauche.ch

L'impératif du socialisme démocratique

Face aux tentatives de la droite libérale et des sociaux-démocrates qui n'en sont plus, l'engagement en faveur d'une démocratisation radicale de la société reste la ligne de force du mouvement socialiste.

Quand les régimes totalitaires communistes se sont effondrés, le dispositif libéral de propagande a déclenché une opération visant à éradiquer le socialisme démocratique, qui a tant pesé sur l'évolution du monde au XX^{ème} siècle et tant contribué à ses progrès de civilisation. Les peuples de l'Est avaient rejeté la dictature, la propagande libérale a décrété qu'ils avaient enterré le service public, l'impôt redistributif, la sécurité sociale. Pourtant, notre différence avec ce qui est tombé à l'Est était radicale: la démocratie, qui change tout.

Contradiction de fond

Les détenteurs de capitaux cherchent depuis toujours à s'approprier tous les biens et services. Leur stratégie de conquête passe notamment par le contrôle des partis politiques. Aux Etats-Unis le résultat est patent: contrôle de la presse, usage illégal de la violence guerrière, infractions répétés aux droits fondamentaux du justiciable. Telle est la conséquence d'un système politique frelaté par sa dépendance financière à l'égard des grands groupes économiques. Sans ces liens, la guerre en Irak n'aurait probablement pas eu lieu, ni avec elle cette dégradation fulgurante de la qualité démocratique de la première puissance mondiale. Il n'y a pas d'adéquation entre capitalisme et démocratie, mais bel et bien une tension qui peut devenir une authentique contradiction.

Dérive social-libérale

L'idée socialiste entre en conflit politique avec les intérêts unilatéraux des détenteurs privés de capitaux. Cette idée

doit être forte dans l'espace de la démocratie, sinon la démocratie elle-même perd son sens. La tentative de nier toute contradiction entre les couches sociales est aussi ancienne que l'existence même du capitalisme. La droite a toujours joué cette partition. Ce qui est nouveau, c'est le consentement de la social-démocratie à la disparition de cet antagonisme. Le «New Labour» de Tony Blair, le «nouveau centre» de Schröder, le «mon projet n'est pas socialiste» de Jospin relèvent tous de cette capitulation.

Les élites des social-démocraties cherchent ainsi à s'affranchir de leur lien avec le monde du travail pour s'unir avec les puissances économiques. Un glissement qui a créé cette bête curieuse appelée «social-libéralisme», qui «brise les tabous», qui apporte «les réformes nécessaires pour préserver l'Etat social» comme le dit Schröder, mais qui en fin de compte contribue à le démenteler. Ce social-libéralisme n'est qu'un dissolvant introduit dans le socialisme pour en fin de compte le faire disparaître.

...à la vie courte

Ceux qui au sein du PSS résistent à la mise en œuvre de cette dénaturation du plus grand parti démocratique du monde du travail en sont ainsi devenus «l'aile gauche». Et chaque occasion est bonne pour tenter de la rejeter à la marge. L'échec en votation de l'initiative santé a donné lieu à cette manoeuvre. L'initiative du PS était incontestablement un progrès vers un financement social de l'assurance-maladie. A ce titre, tous les socialistes convaincus l'ont soutenue, malgré ses défauts. Mais si l'on doit tirer une



morale de cette affaire, elle va dans ce sens: le PSS n'a pas perdu sur l'idée fondamentale de rendre plus sociale l'assurance maladie, mais justement à cause de l'introduction dans ce projet social d'une dose de financement qui ne l'est pas, la TVA. Ceux que l'on appelle l'aile gauche l'avaient combattue. Nous apportons au bilan du PSS la seule victoire obtenue contre la droite en votation populaire cette législature, le vote sur la LME, gagné avec un discours sans concession pour les monopoles publics contrôlés démocratiquement comme garants du service public, alors même que les sociaux-libéraux expliquaient que la voie du succès pour le PSS revenait à jeter aux poubelles de l'histoire cette position «archaïque».

Avancer sans céder

Nos idées, nos méthodes et nos réformes sont aujourd'hui l'objet de fortes attaques, de l'extérieur comme de l'intérieur, depuis la droite, mais aussi depuis la gauche. Il y a

l'extrême droite, la propagande libérale, ceux qui dans nos rangs la servent et ceux qui au sein d'une certaine extrême gauche agissent hors d'un projet de conquête démocratique du pouvoir.

Les majorités sociales du monde attendent un débouché politique à leur colère ou leur abattement. Comme par le passé ce débouché s'il veut réussir prendra une forme socialiste et démocratique. La lutte pour sauver cet idéal et repartir à l'offensive est en cours. Elle se joue sur la retraite, le service public et le droit du travail, trois champs de résistance et de réformes progressistes à relancer. Nous devons tenir bon, parler clair, dans l'autonomie, avec rigueur et précision. En ce trentième anniversaire du coup d'Etat qui a abattu Allende au Chili, son souvenir s'ajoute aux nécessités du temps pour nous donner la force de ne rien céder de ce qui fait notre identité.

Pierre-Yves Maillard
conseiller national

brève

USS en mouvement

La volonté de la droite de faire porter aux salarié-e-s le fardeau des erreurs et scandales de gestion des caisses de pension privées amène l'Union syndicale suisse (USS) à lancer une réflexion globale sur l'avenir des assurances sociales. Ainsi, dès l'automne un groupe de travail aura pour tâche d'analyser la possibilité d'une modification du système des trois piliers. Aux yeux des délégué-e-s de l'USS, ce rythme paraît trop lent. Le 5 mai dernier, leur assemblée a adopté une résolution exigeant une vaste mobilisation contre le «hold-up» des rentes et pour le renforcement de l'AVS.

Source: WoZ économique, no. 3, mai 2003.

brève

I want my money back

Tony Blair, le moderne qui parle *high-tech* et privatise, n'aime pas ce qui fait vieux: les syndicats et leurs membres. Dernier exemple: la privatisation du service de traitement salarial du Ministère de l'Intérieur à la société *Logica-CMG* et son logiciel *Payfact*. Depuis 16 mois, le logiciel est incapable de déduire la contribution syndicale de 0,6% sur les salaires des employés syndiqués. Il interdit aussi le versement des salaires d'employées de retour de congé maternité, mais fort heureusement requiert 75% de personnel en plus qu'avant la privatisation...

Norvège: un mouvement populaire pour l'Etat social

Un large front de défense des services publics norvégien a émergé à partir de 1999. Conséquence: le Parti travailliste est traversé par des tensions importantes.

En Norvège, l'organisation de la défense des services publics s'est vue considérablement renforcée par la fondation en 1999 d'une alliance «Pour l'Etat social» regroupant six syndicats du secteur public dont l'objectif est de combattre les politiques néo-libérales des gouvernements travaillistes (jusqu'en 2001) et de la coalition conservatrice actuelle. Ces syndicats représentent des employé-e-s municipaux, des enseignant-e-s, des travailleurs et travailleuses de la santé et de l'assistance sociale et des fonctionnaires du gouvernement. Dans une déclaration commune, les président-e-s des six syndicats fondateurs affirmaient: «*Il n'y a aucune demande populaire en Norvège pour des privatisations et pour un affaiblissement du secteur public. Néanmoins, nous constatons qu'un grand nombre de politiciens cèdent devant les pressions de groupes d'intérêt cherchant à miner les services publics. C'est ce qui rend nécessaire l'organisation d'un contre-pouvoir populaire*».

Front populaire

Depuis sa fondation, l'alliance a été rejointe par une vingtaine d'autres organisations nationales et représente actuellement un million de personnes sur les quelques 4,5 millions d'habitants du pays. Parmi ces organisations: le Front des femmes, l'Union des paysans et petits exploitants agricoles, l'Association des retraités, une association d'étudiant-e-s et plusieurs syndicats du secteur privé, notamment les syndicats

des transports, des hôtels et restaurants, du pétrole et de la pétrochimie, et des employé-e-s du commerce et des bureaux.

L'alliance mène campagne sur la redistribution des richesses, les privatisations, la mise en compétition, de la voirie, des transports publics et des hôpitaux. En effet, une soi-disant réforme du système hospitalier, adoptée en 2001, a transféré la propriété des hôpitaux des collectivités locales à l'Etat, et a ainsi ouvert la voie à une compétition entre les hôpitaux et la privatisation des prestations dites auxiliaires, facilitant une restructuration du secteur et la fermeture de centres médicaux.

Elargissement du mouvement

Au cours de l'année dernière, l'alliance s'est enracinée au niveau local, en créant des sections au niveau régional et en participant à des luttes locales contre la privatisation et la mise en compétition de services publics. Elle s'est élargie en formant des coalitions avec des mouvements de citoyens au niveau des municipalités et des régions. Ces mouvements s'opposent surtout aux coupes budgétaires dans les subventions de l'Etat central aux entités locales, qui se répercutent à leur tour sur les services sociaux. Jusqu'à présent 20% des municipalités norvégiennes ont adhéré à cette «Action populaire pour le bien public».

Bien que la Norvège soit un des pays les plus riches du monde les inégalités économiques et sociales se creusent.

Plus de 50'000 enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté, et ce nombre est en augmentation. Alors que les salaires ont augmenté de 15% dans la période 1995-1998, les revenus des PDG ont crû de 35%. Par contre, la part du secteur public dans le PNB a diminué de 52 à 43% entre 1992 et 1999.

L'alliance cherche aussi l'amélioration qualitative des services publics: «*C'est pour cela qu'il est nécessaire de renforcer et de développer davantage l'Etat social*» déclare Tove Stangnes, présidente du syndicat des travailleurs de la santé et de l'assistance sociale.

Quelle alliance politique?

Quant aux relations entre l'alliance et le Parti travailliste, elles sont difficiles. Le président du Syndicat des Employés Municipaux est membre du Comité central du Parti travailliste; cela n'a pas empêché des conflits de plus en plus durs entre la direction du parti et celles des syndicats des services publics. D'autre part, un grand nombre des activistes de l'alliance militent dans le Parti de la Gauche socialiste (SV), un parti créé surtout par des dissidents du Parti travailliste dans les années soixante. Les dernières élections (2001) ont été un désastre pour le Parti travailliste: avec 24,4% des voix, il a fait son score le plus mauvais depuis les années 1920. Quant au SV, il a doublé ses voix, passant à 12,4%.

Dan Gallin

DOSSIER GESTION MUNICIPALE DE GAUCHE

Comment gouverner une ville? Une question à laquelle la gauche suisse apporte des réponses depuis presque 100 ans. Aujourd'hui, elle est majoritaire dans un nombre considérable de villes parmi lesquelles les plus importantes de Suisse, Neuchâtel, Genève, Lausanne, Berne, La Chaux-de-Fonds, Zurich.

Dans ce dossier, PAGES DE GAUCHE présente quelques expériences récentes. Tout d'abord, dans un entretien, la syndique de Corpataux-Magnedens revient sur les raisons du succès de la gauche dans son village (p. 6). Suit un bilan des quatre années de majorité parlementaire de l'Alternative dans un canton-ville (p. 7). Seront également traités les enjeux de la politique de logement (p. 8), domaine important de la gestion municipal s'il en est. Enfin PAGES DE GAUCHE se penche sur le rapport des premiers socialistes avec le pouvoir dans les villes (p. 9) et porte un éclairage sur la démocratie participative à Porto Alegre au Brésil (p. 10).



Socialisme «gaz et eau»? ?

Pour les socialistes de la première heure, la gestion des villes était une question plutôt marginale. Celles et ceux qui s'engageaient en faveur du «socialisme municipal» furent regardés de haut et traités par d'aucuns de «socialistes gaz et eau» alors que le renversement du capitalisme semblait à l'ordre du jour. Depuis, les villes sont devenues indispensables dans les stratégies de conquête du pouvoir national et il y a lieu d'espérer que les récentes victoires de la gauche dans l'agglomération de Madrid et à Rome ne feront pas exception à la règle.

Espoirs urbains

D'un côté, on vit mieux dans les villes de gauche. Les hédonistes de la mobilité automobile ont vu leur liberté restreinte en faveur des gourmands de la verdure et des ballades dominicales en famille. Les vautours immobiliers se confrontent à des services du logement municipaux décidés à ne pas se laisser faire. Quant aux requins de la bourse et autres rapaces de services

publics, ils ont essayé un échec cuisant lors de la votation sur la LME justement dans les villes où, par ailleurs, ils n'habitent plus tellement.

L'engagement en faveur d'une politique urbaine humaine et écologique, une politique du logement sociale et des services publics de qualité porte donc ses fruits. Bien évidemment, il reste beaucoup à faire: crèches, intégration des personnes en provenance d'autres pays, construction de logements sociaux, la liste est longue mais les moyens pour aller de l'avant existent.

Danger d'assoupissement

D'un autre côté, il ne faut pas se cacher que les sirènes du repli urbain guettent à tout moment. Combien de fois certain-e-s se sont référés-e-s au clivage ville-campagne pour expliquer les échecs de la gauche devant le peuple? Or, il serait néfaste de perdre de vue l'indispensable bataille politique dans le soi-disant «arrière pays». Autre tentation: la sirène «gestionnaire».

Elle nous susurre qu'il suffit d'être de bonnes administratrices et d'excellents urbanistes et que celles et ceux qui veulent en avoir plus sont de gentils rêveurs.

«Laboratoire du socialisme»

Dans ce contexte, il est utile de rappeler que les premiers socialistes ont rapidement évolué et que la ville s'est transformée à leurs yeux en un «laboratoire du socialisme». Elle peut toujours l'être, notamment dans le domaine de la culture. En effet, les municipalités de gauche doivent devenir un lieu-fort de la nécessaire «contre-culture» qu'il convient d'opposer à celle de l'ordre dominant car le combat d'idées est central. Par la création de plate-formes de discussion de l'avenir du socialisme, le soutien de la presse associative et politique ainsi que l'entretien d'un échange institutionnalisé avec la gauche au niveau international, le socialisme municipal peut se transformer en un fer de lance de l'indispensable combat pour un autre monde.

Philipp Müller

Gouverner en terres catholiques et fribourgeoises

Corpataux-Magnedens compte 900 habitant-e-s et, fait rare, un conseil communal de gauche. La syndique socialiste et conseillère nationale Liliane Chappuis revient sur les raisons de ce succès.

PAGES DE GAUCHE: Avec quel projet pour Corpataux avez-vous mené la campagne électorale qui a mené à la victoire? Quels en ont été les axes forts?

Liliane Chappuis: «La première campagne électorale des socialistes dans la commune a été axée sur la volonté de mener une politique à l'écoute des besoins des habitantes et des habitants : la gratuité de l'école obligatoire, l'introduction de bourses d'étude et d'apprentissage et le soutien aux transports publics étaient au cœur de nos revendications. Lors de cette élection, deux camarades ont été élus, un homme et une femme (1^{ère} femme élue au conseil), soit deux sur les cinq conseillers communaux (exécutif).

Nos camarades n'ont pas eu la vie facile au sein du conseil – nous avons notamment été confrontés à la politique des petits copains, aux clans politiques et familiaux – mais la qualité de leur travail et leur intransigeance dans leurs dossiers des finances, des affaires sociales et des écoles ont fait évoluer les choses. Ainsi, l'école est devenue gratuite, les soins dentaires dispensés par la clinique

dentaire scolaire ont été subventionnés à raison de 20% et le contrôle des déclarations d'impôts a permis une meilleure transparence fiscale.

Lors des élections suivantes, deux socialistes ont été élus au système majoritaire et suite à une démission, nous avons remporté le 3^e siège et sommes ainsi devenus majoritaires».

Comment caractériserais-tu une politique municipale de gauche?

«A mon avis, une politique communale socialiste se doit tout d'abord de répondre à certains critères parmi lesquels figurent l'impératif de la transparence sur le mode de fonctionnement et la situation de la commune, une ligne politique très claire, un travail dans l'intérêt de l'ensemble de la population ainsi que la priorité des intérêts publics sur les intérêts privés. Ensuite, en ce qui concerne les priorités politiques, je les situe au niveau de la politique familiale, des bourses d'études, de la solidarité. Une commune comme la nôtre accorde en outre beaucoup d'importance à des services communaux de qualité, au soutien financier et politique des sociétés et

associations culturelles et sportives.

Enfin, il est fondamental de renforcer la participation des habitantes et habitants aux décisions importantes. Pour le plan d'aménagement communal, nous avons consulté toute la population. Le plan a été adapté à leurs souhaits, ce qui a impliqué que plus de 50'000 m² de terrain à construire ont été remis en zone verte, non constructible ! Autre domaine: pour les investissements importants, notamment les constructions, une consultation se fait au préalable auprès des futurs utilisateurs, puis un projet est réalisé par un architecte ou un ingénieur, une séance d'information permet de présenter le projet, chacune et chacun peuvent y apporter leurs propositions et leurs critiques. Finalement le projet et son financement sont présentés en assemblée communale. Cette façon de procéder permet à la population de se faire entendre et de s'identifier au projet.

Résultat des courses: aux dires des habitantes et habitants, il fait bon vivre dans notre commune».

Propos recueillis par la rédaction

Chaux-de-Fonds: gauche toujours

Le développement des premières fabriques horlogères et la dépression de la fin du XIX^{ème} siècle ont rapidement incité au regroupement des forces ouvrières dans les montagnes neuchâtelaises. En 1918, année de grève générale, les socialistes reconquirent la majorité dans le chef lieu franc-montagnard. Depuis cette date, la gauche ne lâchera plus la majorité. La marge de manœuvre des socialistes reste plutôt restreinte tant au niveau cantonal que fédéral. La première préoccupation reste de sauvegarder l'emploi dans ce bastion ouvrier excentré frappé au tournant des années 70, comme pendant les années 1930, par la crise horlogère et

un exode démographique massif (12% de la population entre 1970 et 1980). Très tôt, la gestion socialiste s'est illustrée dans la construction de logements sociaux pour les travailleurs et l'achat systématique de terrains pour maintenir un prix du sol avantageux. Durant les vingt dernières années, la commune a concentré ses efforts dans la rénovation de son parc urbanistique, lui valant plusieurs prix. Qui dit La Chaux-de-Fonds, dit surtout une politique culturelle généreuse, héritée des entrepreneurs horlogers... Ses théâtres et musées (Club 44, TPR, Musée international de l'horlogerie, etc...) font du reste encore sa renommée. Autre petite

originalité, dans le domaine scolaire, les camps de ski sont financés proportionnellement aux revenus des parents. Quant à la planification financière actuelle, elle prévoit notamment l'amélioration des conditions de travail et de la qualité des services publics. Si certains soulignent les bienfaits de cette majorité à contre-courant dans nombre de domaines, d'autres stigmatisent un socialisme victime aujourd'hui de sa «nomenklaturisation». Quoiqu'on en dise, force est de constater que l'imposition reste plus juste que dans d'autres communes.

Arnaud Bouverat

Majorité de gauche dans un canton-ville: la Révolution?

Historique: de 1997 à 2001, la gauche très plurielle genevoise, l'Alternative, obtenait la majorité au parlement cantonal après quatre ans de gouvernement monocolore de droite et d'austérité budgétaire! Retour sur le bilan de ces quatre années: alors, avons-nous mis la Révolution en marche?

Force est de constater que si la Révolution s'est mise en marche, le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle n'est pas partie très vite! Après l'euphorie de la victoire, l'Alternative a connu un démarrage chaotique: cohabitation avec une majorité gouvernementale de droite, gestion de la majorité hésitante, difficulté de trouver des stratégies communes malgré des programmes forts semblables; il a fallu que les trois composantes (les Socialistes, les Verts et l'Alliance de Gauche) trouvent leurs marques et leur identité dans cette nouvelle configuration politique.

Que l'action parlementaire est lente!

La majorité plurielle a dû rapidement constater une chose: rien ne sert de déposer une multitude de projets de lois, encore faut-il pouvoir les traiter en commission. Et ceci prend du temps, beaucoup de temps. En fonction de la collaboration ou non du ou de la Conseiller-ère d'Etat en charge du dossier, mais également des blocages de l'opposition, le temps qui s'écoule entre le dépôt d'un projet de loi et son entrée en vigueur varie entre une année dans le meilleur des cas et deux ans ou plus dans le pire, sans compter les éventuels recours et autres référendums.

C'est ainsi que les modifications de la Loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation (LDTR), déposées dès 1997, et qui visaient à renforcer les droits des locataires et ouvraient la possibilité de retransformer en logement des locaux qui étaient passés dans le domaine commercial, n'entrèrent en vigueur qu'en octobre 1999, après avoir été attaquées par les milieux bourgeois et de l'immobilier et finalement acceptées par le peuple genevois en votation populaire.

Les avancées concrètes

Néanmoins, la gauche genevoise a su déployer une partie de son programme et quelques avancées sociales mémorables sont à saluer. L'Alternative a su redresser les finances tout en développant la politique sociale. Certes la conjoncture a bien aidé, mais les choix budgétaires clairs de la majorité parlementaire et la gestion stricte des élu-e-s de gauche au gouvernement ont démontré que l'Alternative était capable de gouverner Genève en développant la solidarité.

Si l'on ne devait choisir qu'un des progrès amenés par la majorité de gauche, ce serait indéniablement l'assurance maternité cantonale, instaurant un congé de maternité payé de 16 semaines pour toutes les jeunes mamans habitant le canton. Véritable avancée sociale, une telle innovation justifie à elle seule la participation parlementaire, les heures de com-

mission, de militance, de travail et de lutte nécessaires à la conquête d'une majorité au législatif.

Parfois incomprises

Reste à relever que dans le souci de développer un maximum de réformes pendant cette législature, l'Alternative n'a pas toujours su les défendre devant le peuple. C'est ainsi que nous avons pu voir, par exemple, l'échec populaire de l'instauration d'un véritable RMR (Revenu minimum de réinsertion), ou les citoyen-ne-s refuser de justesse, pour la deuxième fois, les droits civiques des étrangers au niveau communal.

La majorité de gauche peut souffrir une critique globale: celle d'avoir voulu chasser trop de lièvres à la fois et de n'avoir pas toujours su expliquer et convaincre sur l'utilité de cette «chasse».

Carole-Anne Kast



Politique de logement: une priorité sociale

«80 % des ménages lausannois pourraient prétendre à un logement subventionné». La formule est forte, mais elle illustre bien la situation tendue du logement à Lausanne.

En période de pénurie de logements, la situation des ménages défavorisés se dégrade rapidement et oblige la collectivité à intervenir. La Commune de Lausanne a joué depuis de nombreuses années un rôle pionnier en matière de politique de logement. Plus d'un logement sur dix de la capitale vaudoise bénéficie ou a bénéficié de subventions.

Une politique dépassée

Cependant, la politique menée depuis 25 ans n'est plus adaptée à l'évolution socio-économique contemporaine et n'est plus capable de répondre aux besoins. Un des problèmes majeur est le niveau trop élevé des loyers dans un milieu urbain où se concentrent les ménages à bas revenus. Selon le Service de l'environnement, de l'hygiène et du logement (SEHL), 64% des locataires disposent de revenus inférieurs à 50'000 francs par an et plus d'un

tiers des locataires doivent consacrer plus de 20 % de leur revenu brut à leur loyer (près de 1/5 plus de 25%).

Un des problèmes est la dégressivité de la subvention, qui rapproche peu à peu le niveau des loyers subventionnés à celui des logements du marché libre, et ceci dans une période de morosité économique et donc de stagnation du revenu des ménages. Le tout sur fond de pénurie qui pousse à la compétition entre les candidats au logement et défavorise donc encore les revenus les plus modestes, dossiers à risque pour les régies. On peut aussi citer une tendance forte durant ces 25 dernières années à l'augmentation des normes et standards en matière de construction et de rénovation de logements subventionnés. Le résultat direct est une hausse des coûts de construction et donc des loyers si bien que la différence avec les logements du marché libre tend parfois à disparaître. Cette situation crée des problèmes de concentration des ménages à bas revenus dans les quartiers où les logements sont le moins onéreux.

Vers une politique publique de l'habitat

La municipalité a adopté l'année dernière le rapport d'un groupe de réflexion qui a fait une série de propositions concrètes pour réformer la politique communale de logement. Il a, entre autres, proposé de pousser les bailleurs à accepter des ménages «en difficulté» en offrant des garanties financières, un suivi social et un travail de médiation pour diminuer les nuisances potentielles. Dans le sens d'une plus grande mixité, il est également proposé de stabiliser les quartiers en supprimant les résiliations de bail ou en modérant les suppléments de loyers facturés aux bénéficiaires d'appartements subventionnés quand ces derniers voient leur situation financière s'améliorer. En plus de la poursuite de la politique d'aide à la pierre, le groupe de réflexion propose de développer la prestation d'allocation personnelle au logement mise en place en janvier 2002, pour la généraliser à tout le marché du logement, y compris le marché libre.

Oran McKenzie

brève

Activez le vibreur

L'UMTS, la technologie des téléphones mobiles de 3^{ème} génération, nous apportera le bonheur sur nos portables. De mignons managers, et bien des journalistes, nous l'assèment. Les mêmes qui, quatre ans plutôt, expliquaient que l'achat d'onéreuses licences UMTS s'amortiraient en deux coups de cuillère à pot. Et bien, pas de pot. Second opérateur de téléphonie mobile anglais, *mmo2* vient de perdre 22 milliards de nos francs en un an. Son concurrent, 3, comptait décrocher un million de clients fin 2003. Après 17 jours d'exploitation, ils n'étaient que 10'000, quatre fois moins que prévu pour un investissement de 18 milliards dans l'UMTS. Echappatoire trouvée par *mmo2* et 3 ? Miser sur un service rentable: le porno.

Delémont

En 1994 la municipalité de Delémont décide de mener une réflexion sur le logement social devant aboutir à des réalisations concrètes. Avec la revue d'architecture HABITATION – organe officiel des sociétés coopératives d'habitation affiliées à l'Association Suisse pour l'Habitat –, elle organise deux séminaires sur ce thème en 1995 et 1997. Un premier concours est organisé à l'échelle locale et a abouti à la construction de 34 logements. En 1998, un concours est lancé au niveau national. Le titre de ce dernier est «Le logement du futur», et son but: «d'aboutir à la construction d'habitations prototypes».

Quatre projets lauréats sont poursuivis pour la réalisation par étapes des cent logements que représente cette opération.

L'originalité de la démarche choisie à Delémont est son caractère prospectif et expérimental considérant la problématique du logement au-delà de la simple réponse à un besoin vital, mais comme un problème central de son développement urbain.

PhMi

Bâle, ville témoin

Dans sa version locale, l'Agenda 21 est un «programme d'action à long terme qui devrait induire un processus de développement durable à partir de la base». Joli charabia théorique post-Conférence de Rio que les autorités baloises ont traduit, et heureusement, en activités concrètes grâce à de nombreuses manifestations qui se sont déroulées sur plus de deux ans, dans le cadre du projet «*Werkstadt Basel*».

Tout a commencé en 1997 avec 38 ateliers d'innovations (avec plus de 1'500 participants), puis 25 conférences de consensus (*Konsens-Konferenzen*) auxquelles ont pris part 400 personnes et s'est achevé finalement par un vote populaire, le 20 mars 2000. Lors de ce vote, la population a accepté un crédit-cadre de 25 millions de francs sur cinq ans ayant comme but de financer la réalisation des projets et autres «bonnes idées» issus des discussions citoyennes entamées depuis 1997.

Ces projets, plus de 200 au total, concernent l'environnement et la qualité de vie des habitant-e-s (24 heures, 08.04.2003). Certains s'intéressent aux problèmes liés à la circulation et transports (parkings, aménagement des routes, pistes cyclables), d'autres aux logements et infrastructures



adjacentes (places de jeu, parcs, jardin), ou encore à l'intégration des étrangers et étrangères dans la Cité et l'accès à la formation pour toutes et tous. Vaste programme donc.

Pour plus d'informations:

www.aps-bs.ch et Daniel Wiener (ed.), «*Wir sind die Stadt. Das Beispiel Werkstadt Basel*», Christoph-Merian-Verlag, 2002.

Séverine Tys

L'agenda 21 en Romandie

Des cantons, des régions et des communes de Suisse romande se sont engagés dans un processus d'Agenda 21 local:

- Les cantons de Genève, du Jura, de Vaud et du Valais;
- Les régions de Crans Montana et de Sierre, ainsi qu'Air-Valais; la région de Grandson; le Seeland;
- Les communes de la Ville de Genève, de Vernier (démocratie participative); de la Ville de Lausanne, Yverdon-les-Bains, Essertines s/Yverdon, Vevey, Gryon; à Fribourg celles de Dompierre et de Männens-Grandsivaz; la Ville de Neuchâtel; en Valais, les communes de Finhaut, Lens, St-Luc.

Si cette liste n'est pas exhaustive, elle n'en demeure pas moins bien courte!

Pour plus d'informations:

www.agenda21local.ch

Réformes communales ?

Le foisonnement de communes suisses est impressionnant. Alors qu'on en comptait 3203 en 1848, en 2001 leur nombre s'élevait à 2903. Derrière ce chiffre se cachent d'importantes inégalités. La plus importante est financière: l'écart des taux d'impôts communaux au sein d'un même canton reste profond. Résultat: les communes aisées connaissent des taux très bas alors que les communes à forte propension de contribuables modestes sont obligées d'imposer lourdement la population. Les tentatives de remédier à cette situation apparaissent souvent sans lendemain. Ainsi, dans le canton de Vaud une initiative récente visant l'introduction d'un taux unique a échoué en raison de la mobilisation de la droite radicale et libérale mais également d'une partie des édiles socialistes.

Autre solution possible: la fusion de communes ou leur coopération. Une étude parue en 2000 à l'Université de Berne (**pour un résumé français: <http://www.gemeindereformen.unibe.ch>**) démontre qu'environ 18% des communes suisses ont récemment envisagé une telle possibilité alors que 8% disent travailler sur des projets concrets. En Suisse romande, ce sont les cantons du Jura, de Neuchâtel et de Vaud qui apparaissent les plus enclins à de telles réformes alors que Fribourg, Genève et, dans une moindre mesure, le Valais affichent de fortes réticences.

Quant à la coopération, elle intéresse surtout les grandes villes telles que Neuchâtel, Genève et Lausanne qui assument une multitude de fonction (culture, transports publics, services sociaux) bénéficiant à toute une agglomération sans que les communes avoisinantes, souvent aisées, contribuent suffisamment au financement de ces activités.

Réd.

La démocratie participative: un projet porteur d'avenir

Gestion démocratique et transparente des ressources se trouvent au cœur des politiques municipales mise en œuvre à Porto Alegre. Or, la ville-symbole du sud brésilien n'est qu'un exemple parmi d'autres en Amérique latine.

Peu connue encore en 2000, la capitale de l'Etat brésilien de Rio Grande do Sul, Porto Alegre, s'est transformée en une référence incontournable: d'une part pour avoir accueilli les trois premières éditions du Forum social mondial, mais d'autre part également pour sa désormais fameuse «démocratie participative» introduite à partir de 1989 pour faire face aux profonds déséquilibres sociaux et économiques dans une ville de 1,3 millions d'habitant-e-s.

Une municipalité pour qui?

En 1988, le Parti des Travailleurs (PT) de l'actuel président brésilien Luiz Inácio «Lula» da Silva remporte les élections municipales dans plusieurs grandes villes dont notamment Sao Paulo et Porto Alegre. Surgit alors un débat de fond. La gauche du PT se prononce pour une politique favorisant les seuls intérêts de la classe ouvrière. La majorité du parti de son côté considère qu'une telle orientation mènerait à l'impasse et à la perte du pouvoir. Selon elle, il conviendrait de poursuivre une politique réformatrice sans céder pour autant devant l'impératif d'une redistribution des richesses et de

l'amélioration des conditions de vie de l'écrasante majorité de la population. Une réforme fiscale taxant davantage les couches fortunées et une nouvelle politique d'investissement jettent les bases des succès ultérieurs.

Comment gouverner?

Au moment où le PT accède au pouvoir, le Brésil vient de sortir de vingt ans de dictature militaire (1964-1985). La puissance publique est généralement associée à la répression, la corruption ou la bureaucratie et la foi dans ses institutions reste peu développée. Face à cette crise de légitimité des institutions étatiques, les nouvelles autorités municipales jugent que la création d'un espace public non-étatique, une sorte de lieu d'expression de la démocratie directe, est une nécessité. La participation populaire au projet de transformation sociale préconisé par le PT ne saurait donc uniquement dépendre du parlement municipal dont les décisions apparaissent bien éloignées des préoccupations quotidiennes de la grande majorité de la population. Dans ce contexte un nouveau mécanisme est introduit, le *budget participatif*, dont l'objectif est de permettre à

la fois une gestion plus démocratique d'une partie des ressources municipales et une discussion publique et générale de l'avenir de Porto Alegre.

La démocratie participative

En dix ans, pas moins de 700 millions de dollars, représentant entre 15 et 25% des rentrées fiscales annuelles, sont investis à travers le *budget participatif*. Le processus de prise de décision est relativement compliqué mais permet d'impliquer aujourd'hui quelques 100'000 citoyennes et citoyens. A cet effet, ville est divisée en 16 régions, elles mêmes sous-divisées en micro-régions, dans lesquelles sont discutés les besoins du moment – eau, voirie, santé, éducation, épuration des eaux usées. Parallèlement, ont lieu des débats dits thématiques portant sur un sujet précis.

Le résultat de ces réunions est transmis par des délégué-e-s régionaux (environ 1000 pour toute la ville) à une assemblée générale (AG) dont la fonction ressemble à celle d'un parlement. Elle a pour tâche de négocier un budget et un plan d'investissement avec le Conseil municipal du plan et du projet de budget, sorte d'exécutif du *budget participatif*, dans lequel siègent deux membres par région et secteur thématique, tous élus par les assemblées régionales pour un an et révocables à tout moment. Une fois voté par l'AG, le projet de budget est soumis au parlement municipal dont les réticences, notamment celles de la droite, se sont considérablement amoindries ces dernières années.

Le bilan est sans équivoque. Comme le note l'ancien maire de la ville et figure de proue de la gauche du PT, Raul Pont: «En 2000, pratiquement tous les foyers ont accès à l'eau potable et, de 1989 à 1997, la fraction de la population bénéficiant du tout-à-l'égout est passée de 46% à 74%. Des progrès comparables ont été enregistrés dans l'éclairage public, la voirie, le logement, la santé et l'éducation.»

Philipp Müller

Une ville parmi d'autres

Porto Alegre est le symbole d'un mouvement plus large de décentralisation et de démocratisation de la gestion publique de grandes villes latino-américaines. De taille semblable, la capitale de l'Uruguay, Montevideo, est gouvernée depuis 1989 par le *Frente Amplio del Uruguay* regroupant différents partis et organisations de gauche. Comme à Porto Alegre, le nouveau gouvernement de la ville a mis en place une série de mécanismes de participation populaire permettant une amélioration significative des services publics de base.

A Caracas, capitale du Venezuela, le gouvernement du président Hugo Chávez a lancé les «comités de la terre». Elus démocratiquement et représentant environ 200 familles des quartiers pauvres, ces comités négocient à la fois la régularisation des terrains sur lesquels sont construites leurs maisons, auto-gouvernement certains quartiers et fonctionnent comme interlocuteurs des autorités locales. Pour le gouvernement, il s'agit d'un premier pas en direction d'une démocratie plus participative. D'après des estimations, le pays comptait plus de 300 de ces comités en été 2002, impliquant quelques 150'000 personnes.

Les premiers socialistes face à la ville

Dès leurs origines, les socialistes européens ont débattu du pourquoi et du comment de l'exercice du pouvoir au niveau municipal. L'expérience de la «Vienne rouge» entre 1919-1934 constitue dans ce contexte une référence historique incontournable.

Plan directeur et développement urbanistique sont aujourd'hui des maîtres-mots de chaque municipalité. Or, vers la fin du XIX^{ème} siècle, période de pleine expansion du capitalisme industriel, les centres urbains croissent de manière anarchique et incontrôlée; le poète belge Verhaeren parle alors de «villes tentaculaires». Les masses d'ouvrières et d'ouvriers qui affluent vers les grandes agglomérations en quête d'un emploi dans les fabriques se retrouvent dans des conditions de vie misérables. Pour les premiers socialistes, se pose alors la question du rapport au pouvoir municipal.

Victoires électorales

Minoritaires au niveau national, ces derniers remportent leurs premières victoires électorales dans les faubourgs ouvriers des grandes villes et dans les régions fortement industrialisées. En 1889, les socialistes italiens gagnent à Imola près de Bologne, en 1894 leurs camarades belges font de même dans les communes avoisinantes de Bruxelles, alors que les socialistes français occupent des municipalités au Nord de la France et au Pas-de-Calais.

Débat d'orientation

La question de la participation au gouvernement des villes ne va cependant pas sans provoquer des remous et confrontations sérieuses au sein du socialisme européen. Tandis que l'objectif affiché reste le renversement du capitalisme, le socialisme municipal voit les villes comme des laboratoires de la société socialiste du futur. Lors du congrès de la Deuxième Internationale de Paris en 1900 les positions s'affrontent. L'aile modérée du SPD, principal parti socialiste de l'époque, défend la thèse de la participation – même que minorité – aux institutions politiques de la démocratie libérale-bourgeoise.

Finalement, un compromis est trouvé: la résolution adoptée stipule qu'«un socialiste peut devenir maire d'une ville, s'il existe une majorité socialiste au sein du législatif». Deuxième affirmation: les services publics doivent être considérés comme des «embryons d'une société

collectiviste». A l'époque la plupart de ces services sont encore fournis par des entreprises privées, dont notamment l'eau, l'électricité, et les transports. Une situation qui ne se modifie guère pendant les premières années du XX^{ème} siècle. En effet, à l'aube de la Première Guerre mondiale, les maigres progrès dans ce domaine expliquent l'émergence d'un vaste «mouvement municipal» – composé de la gauche politique, les syndicats des travailleurs des «services au public», les coopératives et les associations de défense des consommateurs – en faveur des services publics municipaux et une planification du développement des villes.

La «Vienne rouge»

Ce n'est que pendant la période de l'entre-deux-guerres, qui voit les socialistes participer à différents gouvernements européens mais également dans les principales villes, que cet objectif commence à être réalisé. L'exemple de Vienne est resté dans la mémoire de la gauche.

Entre 1919 et 1934, année du coup d'Etat austro-fasciste qui met fin à la démocratie, la capitale autrichienne reste sans interruption en mains socialistes, et les

réalisations sont impressionnantes. Répondant à une pénurie criante dans le domaine du logement, 60'000 appartements populaires sont réalisés, tous disposant d'une salle de bain, fait remarquable pour l'époque. Le financement est assuré par l'imposition des couches fortunées de la ville. Autre grande conquête, la démocratisation de l'école. Ainsi, tous les enfants entre 10 et 14 ans suivront une filière scolaire unique dans l'objectif d'aller à l'encontre d'un système de classe favorisant les enfants de la bourgeoisie. De son côté, l'éducation populaire des adultes est renforcée et de nouvelles méthodes pédagogiques, telle que la «discussion en classe», sont introduites. Deux questions donc qui n'ont en rien perdues de leur actualité.

Philipp Müller

Pour en savoir plus

Charles Heimberg, «L'expérience de la municipalité rouge de Vienne», paru dans «solidarités. Pour une Alliance socialiste», numéro 22 du 26 février 2003.



«Qui veut gaspiller des milliards?» Le grand jeu du lobby routier

Avec le contre-projet Avanti, le Conseil national est sorti du tunnel, mais il n'a pas encore trouvé la lumière. Eclairage.

Sale temps pour le service public: les finances fédérales vont mal et le grand argentier Kaspar Villiger a présenté son remède de cheval: 2,9 milliards d'économies d'ici 2006. Des coupes sombres qui concerneront particulièrement le département fédéral des transports: les grands projets ferroviaires (Nouvelles transversales alpines, Rail 2000) seront amputés de 150 millions; les CFF, de 130 millions. Sans compter les 20 millions de moins pour le transfert de la route au rail et les 15 millions coupés dans le budget du trafic régional (transports publics). Conséquences? On ose à peine les imaginer, tant elles font froid dans le dos: on parle d'un quart des lignes des bus postaux supprimées, au détriment des régions périphériques. Quant au transfert route-rail, il est plus que jamais menacé.

Pendant ce temps, prises en flagrant délit de schizophrénie, les Chambres jettent sans états d'âme l'argent du contribuable par les fenêtres. En effet, en décembre 2003, le Conseil national a voté un programme pharaonique de construction routière: 600 km de nouveaux tronçons autoroutiers, dont le creusement d'un deuxième tube routier au Gothard, pour un montant estimé à... 30 milliards de francs! Plus que les nouvelles lignes ferroviaires alpines (NLFA) et Rail 2000 (1^{ère} et 2^{ème} étape) réunis! Ce programme, c'est le «contre-projet» (si l'on ose appeler cela

ainsi) que nos parlementaires comptent opposer à Avanti (cf. PAGES DE GAUCHE, février 2003, p.13), initiative des milieux routiers réclamant le doublement du tunnel du Gothard et une piste supplémentaire entre Lausanne-Genève et Berne-Zurich. Le National réussit donc le tour de force de présenter un contre-projet qui va largement plus loin que les désirs les plus fous des initiants! Pour financer ce délire routier, la chambre du peuple ajoute au contre-projet un fonds dit «d'infrastructure» - comprendre: «de construction routière» - échappant au frein à l'endettement tout juste entré en vigueur. Or, ceux qui se sont prononcés pour la création de ce fonds sont les mêmes qui appelaient à cor et à cris l'introduction d'un frein à l'endettement! Mais, me direz-vous, ces gens-là n'en sont plus à une incohérence près.

Legalize détournements de fonds

Loin de prendre le chemin de la raison, la commission des transports du Conseil des Etats a, à son tour, inclus le fameux fond «d'infrastructure» dans le contre-projet qu'elle soumettra en juin au plénum. Sauf un sursaut de la Chambre des cantons, cela signifie que le pillage des caisses fédérales au profit du lobby routier est programmé. Or, si d'aventure le peuple venait à accepter ce «contre-projet», on assisterait à un détournement de fonds

d'un genre nouveau, qui se ferait en toute légalité et avec l'accord du Souverain.

Ces énormes investissements pèseront de tout leur poids sur le budget confédéral. Pour équilibrer les comptes, il faudra forcément couper... ailleurs, dans les autres tâches de la Confédération: assurances sociales, formation, agriculture... Sans compter que, avec un deuxième tube au Gothard et de plus grandes capacités routières, les camions n'auront plus aucune raison de prendre le rail: les énormes investissements consentis pour les NLFA n'auront donc servi à rien. Détail piquant: ce fameux fonds «d'infrastructure» n'est destiné qu'à financer la construction des routes. Pour leur entretien, il faudra se débrouiller, sachant que le prix de l'entretien des routes a doublé au cours des 10 dernières années, et que, selon les milieux concernés, il doublera encore dans les dix ans à venir. Pendant ce temps, le Jura et le Valais attendent toujours l'achèvement de leur réseau national.

Emmanuelle Robert
Association
Transports et
Environnement (ATE)

Pour participer aux activités du comité Avanti-Non en Suisse romande ou obtenir des informations: Comité Avanti-Non, Secrétariat, Case postale, 3000 Berne 2, Tél. 031 318 66 50; mail@avanti-non.ch

Le blues de la caissière, un lundi matin

Samedi soir, à Vidy-Lausanne, les feux au lac illuminent la nuit. Tout cela reste bon enfant. Pourtant tout est en place: les autorités ont installé le dispositif sécuritaire et les palissades de bois protégeant les vitrines complètent le décor. On aperçoit quelques visages masqués, quelques débuts de manifestations spontanées. Les acteurs sont là et le journaliste local, à l'affût du verre brisé depuis jeudi, commence à s'impatienter et ne veut plus du «bon enfant».

Dimanche matin des containers sont renversés, des vitrines sont brisées et tout s'enchaîne: stations-service sacagées, Migros pillées. En début d'après-midi, le quinquagénaire libertaire Pedraza annonce l'œil humide la mort d'un camarade. Mais le ventripotent leader charismatique est loin du front et l'on saura plus tard que la victime est en fait grièvement blessée. Il s'était suspendu avec une autre militante dans le vide pour tendre un filin

en travers du pont d'autoroute sur l'Aubonne.

Dans la soirée on apprendra qu'un policier a été touché à la nuque par un «objet flamboyant» et qu'il est «assez grièvement brûlé». Le modeste travailleur de l'ordre public a-t-il ému les gourous alter-mondialiste? La caissière de la Migros et le pompiste qui ne sont pas venus travailler lundi savent-ils qu'un autre monde est possible?

PhMi

Migrations et socialisme

À l'approche du débat parlementaire sur la LEtr, il est plus urgent que jamais pour le parti socialiste de clarifier sa ligne en matière de politique migratoire.

L'embarras du parti socialiste vaudois face à la décision de son conseiller d'Etat d'expulser 300 requérants d'asile déboutés à une nouvelle fois démontré la difficulté, pour la gauche institutionnelle, de définir une ligne crédible entre ses aspirations à la justice sociale et à la lutte contre l'exploitation et le cadre restrictif imposé dans l'exercice du pouvoir. Ceci est de mauvaise augure car le projet de loi sur les étrangers (LEtr) risque de dégrader encore la situation si la gauche ne parvient pas à faire évoluer le rapport de force actuel. Retour sur un dossier chaud avec Oscar Tosato, qui a travaillé de nombreuses années avec les migrants avant de devenir municipal socialiste à Lausanne.

PAGES DE GAUCHE: Quelles devraient être les priorités du parti socialiste en matière de migration?

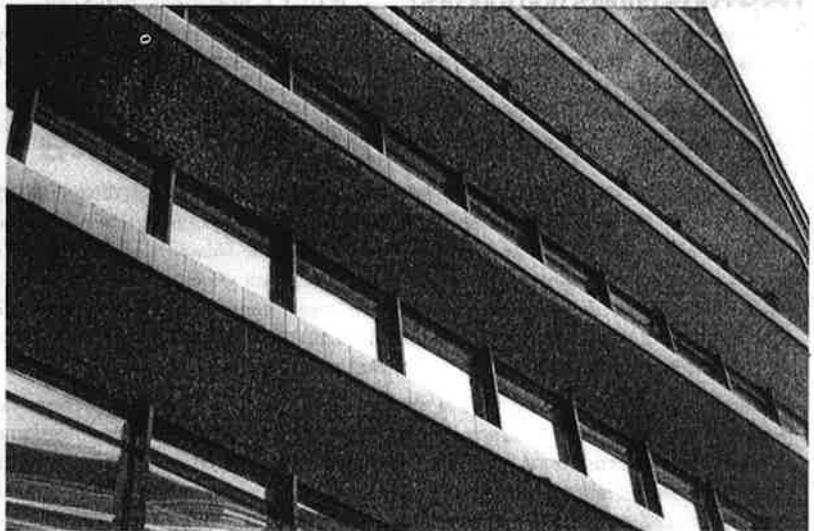
Oscar Tosato: «Je crois que le PS doit être clair sur ses intentions et ses revendications en matière de politique migratoire et être actif sur trois dossiers : la future loi sur les étrangers (LEtr), la régularisation des sans-papiers et tout ce qui concerne l'intégration des étrangers. La LEtr représente un réel défi pour le parti socialiste. Va-t-il laisser passer une loi qui contient des discriminations légales en différenciant les candidats à l'immigration selon la nationalité ou les compétences ? Il faut la combattre et il faut proposer une alternative. Les modalités d'octroi de permis doivent être les mêmes pour tous et calquées sur celles en vigueur dans l'accord négocié avec l'union européenne sur la libre circulation. Ces accords ayant été préparés par nos fonctionnaires fédéraux et négociés par le conseil fédéral, on peut difficilement les taxer d'irréalistes ou d'être d'extrême gauche. Sur le dossier de la régularisation, le PS devrait s'affirmer et faire valoir une solution auprès des mouvements sociaux. Tous les pays d'Europe ont procédé à une régularisation et la Suisse devra aussi le faire. Les mouvements de défense des sans-papiers ont démontré qu'il y a chez nous des clandestins qui travaillent depuis 4, 6 ou 10 ans. C'est un grave problème humain pour des milliers de personnes et la seule solution à

court terme est une régularisation. Nous devons l'affirmer, mais nous devons accompagner cette revendication de critères. Le premier: être en Suisse au moment de la régularisation. Ça n'a l'air de rien, mais ça permet d'éviter l'attrait d'une régularisation. Ensuite, il faut que le demandeur puisse prouver avoir un travail, un contrat de travail ou avoir eu un travail. Ce sont des critères qui ont été appliqués par l'Espagne».

Ces propositions sont-elles partagées au sein du PS?

«Il y a des camarades qui ont toujours considéré la main-d'œuvre étrangère

l'exploitation des clandestins qui ne sont, eux, protégés par rien. Les clandestins ne restent pas dans un pays où il n'y a pas de travail et leur présence en nombre prouve que l'économie en a besoin. Le nier revient simplement à préférer qu'ils restent en marge de la légalité. Refuser de rendre légale l'immigration du travail en provenance de l'extérieur de l'union, c'est en réalité se priver de toute possibilité de lutter pour empêcher ou atténuer l'effet de dumping qu'elle provoque de toute façon. Il est évident qu'une partie de notre électorat ne nous suivra pas sur ces propositions, mais il faut être attentif. Faire un calcul purement électoraliste ou



comme une soupape de sécurité au service de l'économie. Ce ne sont pas des socialistes. Il existe aujourd'hui un courant proche des milieux syndicaux qui s'oppose à l'extension de la libre circulation à tous les pays du monde car ils craint qu'elle ne provoque un fort dumping sur les salaires. Cette position est un aveu de faiblesse, car c'est justement aux syndicats qu'il revient de lutter pour renforcer les conventions collectives et ceci sans cautionner ou se taire sur des discriminations compensatoires. Si les syndicats refusent l'extension de la libre circulation, ils reconnaissent également implicitement

penser combattre le renforcement du vote UDC en évitant d'être trop socialiste sur ces questions est une stratégie dangereuse à long terme. Le citoyen qui perd son travail trouvera toujours que ce n'est pas normal si un étranger conserve le sien. Quand il n'y aura plus d'étranger, il pensera que ce sont les femmes qui doivent laisser leur place, puis ceux qui n'ont pas les yeux bleus, etc. Ce sont des mécanismes que nous connaissons et que nous avons déjà vécu dans l'histoire».

**Propos recueilli par
Oran McKenzie**

AGCS et éducation: enclencher la machine infernale

Le cycle de négociation de Doha, mené par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est en cours. C'est notamment l'éducation qui se trouve dans le collimateur des chantres du libéralisme alors que la Suisse a fait preuve d'une légèreté plutôt étonnante.

Le but de l'Organisation mondiale du commerce est de lever les barrières commerciales, avant tout pour la commercialisation des biens, et de garantir le même traitement à tous les fournisseurs, qu'ils soient indigènes ou étrangers. Cela peut se faire par l'abolition des droits de douane, la validation de la propriété intellectuelle à tous les acteurs d'un marché ou encore par la mise sur le marché des services publics (un atroce obstacle au commerce!).

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) a pour but de réglementer le commerce global des services. Parmi tous les thèmes proposés par l'OMC dans le cycle de Doha figurait l'éducation.

Les services publics non touchés?

Les services fournis par l'Etat, c'est-à-dire fournis ni sur une base commerciale, ni en

concurrence avec des fournisseurs de services en sont, en principe, exclus.

La Suisse s'est engagée pour tout: enseignement obligatoire, secondaire non obligatoire, supérieur et formation pour adulte. Avec une seule restriction: ces services ne concernent que les services privés (plus prudents, les Etats européens ont multiplié les restrictions sur le sujet, empêchant ainsi toute libéralisation).

On pourrait donc penser que le système d'éducation public n'est pas touché. Malheureusement nos négociateurs ont péché par négligence. Les autorités ne détiennent actuellement pas de monopole dans l'éducation, indique Mathias Krafft, auteur d'une des deux études mandatées par l'Office fédéral de l'éducation et de la science sur ce sujet. Il existe en effet des écoles privées pour l'enseignement secondaire et les uni-

versités cherchent toujours de fonds chez les privés. On peut imaginer qu'une filiale d'une université étrangère puisse s'installer en Suisse. Ou que les lois cantonales et fédérales sur l'enseignement soient considérées comme des «obstacles au commerce». Car qui détient le droit d'interprétation? Si c'est l'OMC, la privatisation dans l'éducation est programmée. Si ce sont les Etats, la Suisse doit faire rapidement une déclaration interprétative sur ses engagements en précisant que les services publics sont exclus de la négociation.

Mais tout le monde n'est pas de cet avis. Pour Thomas Cottier et son équipe (auteurs de l'autre étude), cette interprétation doit aller dans le sens d'une libéralisation, les Suisses devant adapter leurs lois pour s'ouvrir. Il faudrait même rattacher l'octroi de subventions aux notions de certification et de reconnaissance sans égards à des critères autres que la performance ou l'efficacité. Notre système éducatif pourrait également profiter de son positionnement actuel pour s'imposer sur les marchés d'autres pays.

Légèreté sans arrière pensée?

Alors, négligence, légèreté ou opportunité? Osons une hypothèse. Qui était aux commandes du Secrétariat à l'Economie presque jusqu'à la fin des négociations? Un certain Pascal Couchepin. Or, celui-ci n'est pas un foudre de guerre dans la défense du service public. Et comme idéologue libéral, il est champion. Une libéralisation de la formation publique n'aurait aucune chance en votation. Ce qu'on ne peut donc pas réussir politiquement pourrait être obtenu par une négociation internationale sur un sujet dit «technique». Car les accords internationaux priment en effet sur le droit suisse. On aurait donc une libéralisation par l'extérieur. Cela s'est déjà vu dans le passé.

Claude Vaucher

Pour en savoir plus:

<http://www.bbw.admin.ch/html/pages/amt-f.html>

<http://www.vss-unes.ch/policy/agcs.rtf>

<http://www.suisse.attac.org/article56.html>

Recyclages haut de gamme

Début avril, la presse annonçait la nomination de Mike Moore, ancien directeur général de l'OMC (1999-2002), au Conseil d'administration de la *Société générale de surveillance Holding* (SGS), une importante multinationale suisse. Il est intéressant de se pencher sur les «reconversions» des anciens directeurs généraux de l'OMC et du GATT qui ont précédé Mike Moore à la tête de cette organisation internationale. Elles sont révélatrices des étroites relations qu'entretiennent les dirigeants de l'OMC avec les plus grandes multinationales de la planète.

Renato Ruggiero, après quatre ans à la tête de l'OMC (de 1996 à 1999), est devenu vice-président de la banque d'investissement internationale de Citygroup, *Schroder Salomon Smith Barney International*, et président de sa filiale italienne; Il a aussi été membre des Conseils d'administration de *Campari* et de *Fiat* et des comités consultatifs de *Coca Cola* et de *General Electric Europe*. Il vient d'être nommé début 2003 comme président de la filiale suisse de *Citigroup*. Entre temps, il a encore été ministre des affaires étrangères du second gouvernement Berlusconi en Italie, qu'il a quitté en 2002.

Son prédécesseur Peter Sutherland (1993-1995) fait encore mieux. Cet Irlandais, auparavant directeur des affaires de concurrence de la Commission européenne à la fin des années 1980, multiplie les casquettes dans les milieux d'affaires internationaux. Il est ainsi directeur et président de *Goldman Sachs International*, co-président du Conseil d'administration de *British Petroleum* et siège également dans les conseils d'administration de *Investor* et *Ericsson*, deux multinationales suédoises, et de la *Royal Bank of Scotland*.

Enfin, le suisse Arthur Dunkel n'est pas en reste non plus: après un mandat de plus de 13 ans (1980-1993) à la tête du GATT, il a été recruté pour siéger au Conseil d'administration du *Crédit Suisse Group* et de *Nestlé*, deux des plus grandes multinationales suisses. Il s'était aussi distingué en co-signant de 1995 le livre blanc des représentants des plus grandes multinationales suisses sous l'impulsion de David de Pury, qui demandait notamment la privatisation de l'assurance-chômage.

Il reste encore du chemin pour démocratiser l'OMC...

Pro Helvetia, son Centre culturel parisien et la «gauche»: comment réussir à échouer

Passages, la revue de Pro Helvetia, consacre sa dernière livraison à «L'art de l'échec», un art que l'institution et ses dirigeants pratiquent à l'envi. La gestion calamiteuse de la crise du Centre culturel suisse de Paris (CCSP) relève en effet de la *maestria*. D'ordinaire bavard, notre Ministre de la culture, Pascal Couchepin, admire en silence. Bien lui en prend.

Honneur aux vaincus, gloire au vainqueur

Tout débute avec 90 candidats recalés pour une place de directeur à Paris. Côté vaincus, un ex-directeur d'artepilage à Expo.02 ou un cadre chargé de programmes chez ARTE dont l'erreur, comme 88 autres, a été de croire qu'on allait perdre du temps avec leur dossier, voire avec l'envoi d'un accusé de réception. A quoi bon d'ailleurs, vu qu'un candidat s'imposait: Michel Ritter, créateur de *Fri-art*, un centre d'art contemporain doté d'un budget de 400'000 francs et monté grâce à l'aide de potes du lieu. Son projet pour le

CCSP, et sur lequel Pro Helvetia s'est engagée: aucun (*Le Courrier*, 02.03 2002). Gloire au vainqueur donc.

Vainqueur de quoi? D'un parachutage en or, dans un centre qui emploie sept personnes et coûte près de 2 millions de francs l'an à Pro Helvetia. Et comment l'épicier de quartier est-il devenu gérant d'un *Mammoth*? Grâce à une technique bien connue des radicaux zurichois dans le cas Swissair.

M. Ritter, ami d'Yvette Jaggi, présidente de Pro Helvetia et de son comité directeur, a su profiter d'une *Bande des Quatre* dont l'ex-syndique socialiste lausannoise été l'instigatrice et qui comprenait aussi deux membres du comité directeur, Jean-Yves Pidoux (ex-président des Verts lausannois) et François Braunschweig (Prix de Lausanne) ainsi que le directeur *ad intérim* de l'institution d'alors, François Wasserfallen (ancien collaborateur personnel de Ruth Dreifuss). Voilà grâce à quel aréopage, M. Ritter s'est trouvé seul candidat en lice au dernier

tour devant la commission chargée de nommer le directeur du CCSP...

Il faut sauver le soldat Ritter

L'équipe du CCSP a vite compris qui était le parachuté: un homme qui s'illustre en balançant du goudron et des plumes sur un bancomat pour dénoncer le capitalisme lors du *World Economic Forum* tout en obtenant, dès son arrivée, une augmentation de salaire qui doit en faire un des directeurs de musée les mieux payés de France et de Navarre. Face à la gabegie administrative et l'incompétence patente d'un directeur méprisant, la même équipe n'a trouvé que la presse pour évoquer le malaise, Pro Helvetia restant imperméable à ses appels.

Sous pression, Pro Helvetia réagit. Un audit par-ci, une médiation par-là et un constat commun: nommer l'artiste Ritter comme directeur du CCSP était une bourde. Le comité directeur de Pro Helvetia en prend acte et, semble-t-il, licencie à titre provisoire

M. Ritter, les juristes de la fondation voulant vérifier certains détails contractuels. Le week-end de Pâques passe, un miracle arrive: le directeur est maintenu. Et tant qu'à faire, on décide mi-mai de l'affubler d'un coordinateur pour l'administratif et le contenu des expos. Restera un jour à expliquer ce miracle de Pâques...

Péril en la demeure

La pétition de 120 artistes contre le maintien de M. Ritter et la politique de Pro Helvetia, tout comme les lettres de soutien à M. Ritter critiquant la politique de Pro Helvetia (chercher l'erreur) témoignent combien la corporation est aux abois. Par leurs actes, Y. Jaggi et ses amis éclairent les «règles» du jeu de la politique culturelle et ainsi menacent des rentes de situation qu'ils avaient pourtant contribués à édifier et à alimenter. Quant à P. Couchepin, il chérit cette gauche pour lui avoir mis dans la main une épée de Damoclès pour sabrer dans les crédits à la culture.

Séverine Tys

Ils l'ont dit

Jean-Marie Le Pen a fait nommer sa fille vice-présidente du Front national. Selon M. Le Pen, tout s'est déroulé «dans l'amitié, la concorde, l'affection réciproque et l'amour du chef». Bruno Gollnisch en a presque été ému.

Guy Mettan, candidat malheureux au Conseil administratif de Genève, tente d'expliquer la montée de l'UDC: «Nos rues sont sciemment livrées à la saleté et à l'insécurité afin de créer un climat propice à la montée de la droite xénophobe». En d'autres termes, c'est grâce à la gauche que l'UDC surfe sur les crottes de chien.

Josef Zisyadis ne veut plus être affublé de l'adjectif «communiste». Explications de l'intéressé: «Je ne suis pas communiste, mais un popiste et en plus un chrétien». Josef Zisyadis nous avouera bientôt être démocrate. Voire même démocrate-chrétien.

On termine avec une pensée très profonde, signée Jean Romain: «Le vrai lecteur veut voir à l'intérieur des choses, percer leur surface pour y pénétrer en profondeur. Toute lecture bien faite est une pénétration». On s'offre les plaisirs qu'on peut.

Alexandre Mariéthoz





Jorge Amado

«Beaucoup d'autres étaient partis avant eux, car les recruteurs d'hommes surgissaient dans les fazendas, racontaient des histoires, promettant monts et merveilles. Il n'existait pas de gens pauvres, dans ce fameux pays Pauliste, où l'on plante et où l'on cueille le café. Tous les journaliers y devenaient infailliblement propriétaires au bout de peu d'années, devenaient eux aussi des «colonels», des hommes influents en politique. C'était du moins leur version, et il y en avait toujours d'assez confiants pour les croire, malgré tous ceux qui revenaient plus pauvres encore que lorsqu'ils étaient partis.»

Jorge Amado, *Les chemins de la faim*, traduit du portugais (édition originale, 1946), collection Folio-Gallimard, 1987, p. 75.

AGENDA

10 juin

Coordination attac-Vaud
20h00 Pôle Sud, Lausanne

13 et 14 juin

Fête multiculturelle autour de la journée du réfugié
Vendredi de 14 à 24 heures et samedi de 11 à 24 heures, Vevey

14 juin

Journée de réflexion autour du travail domestique
Org: Collectif du 14 juin et Collectif des femmes sans statut légal.
10h-16h, Maison de l'Égalité, rue de la Tannerie 2, Carouge

14 juin

Congrès ordinaire du Parti socialiste neuchâtelois
9h30, salle Fleurisia, Fleurier

14-15 juin

Fête du développement durable
Canton et Ville de Genève, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).
Plaine de Plainpalais, Genève.

28 juin

Assemblée des délégué-e-s du PSS
14h00, Yverdon-les-Bains

1^{er} juillet

Groupe «mondialisation financière» attac-Vaud
Thèmes: les multinationales, Nestlé et le lait en poudre.
20h15 - Pôle Sud, Lausanne

numéro 13, juin 2003

PAGES DE GAUCHE

JAB
1002 Lausanne

Monsieur
Chollet
La Corbatière 167

2314 La Sagne (NE)



DOSSIER GESTION MUNICIPALE DE GAUCHE